

le pouvoir aux travailleurs

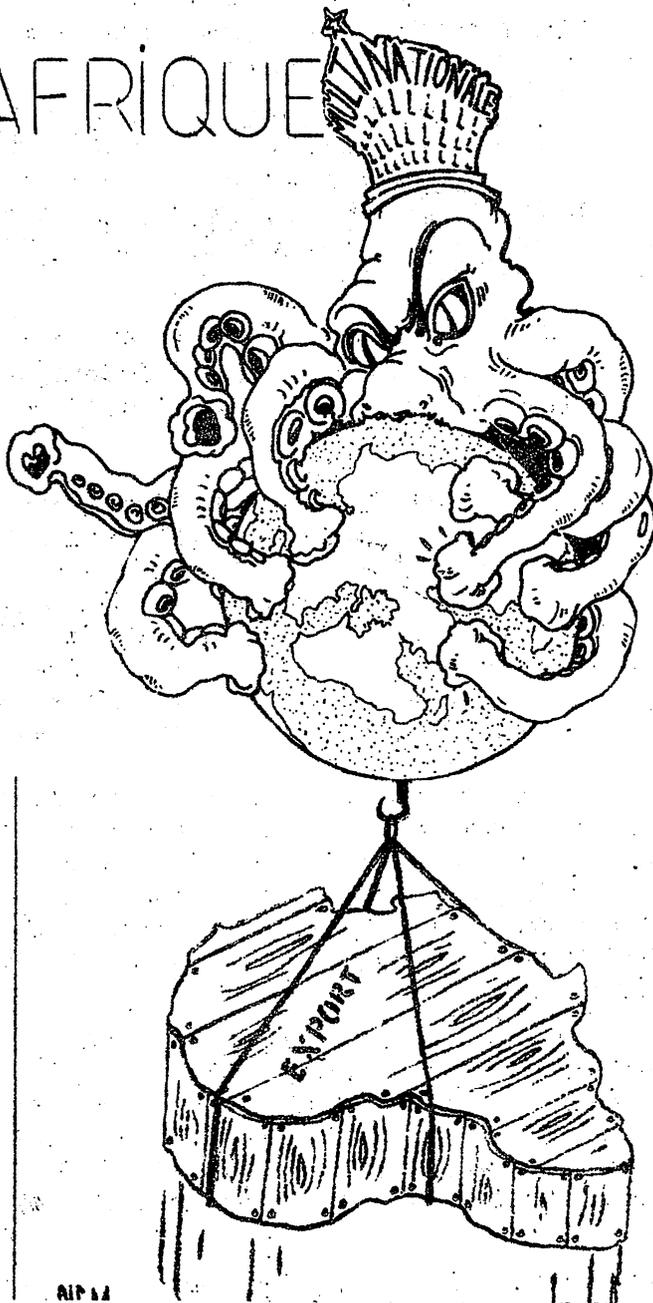
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 124. - 7 novembre 1983

PRIX : 2 Frs

L'AFRIQUE



sous le
poids de
la crise
capitaliste

SOMMAIRE
VOIR
AU VERSO

SOMMAIRE

éditorial

L'AFRIQUE SOUS LE POIDS DE LA CRISE CAPITALISTE

PAGE 2

EDITORIAL

PAGE 3

TCHAD :
conséquences désastreuses de la guerre

PAGE 4

MALI :
une télévision au service des galonnés . *****
débrayage des travailleurs à Manantali.

PAGE 5

AFRIQUE du SUD :
une nouvelle constitution pour la même politique.

PAGE 6

GRENADE :
un avertissement pour tous les peuples de l'Amérique latine et des Caraïbes.

PAGE 7

L'ISLAM EN AFRIQUE NOIRE :
opium ou remède pour les pauvres.

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *

ABONNEMENTS

VOIR
ENCADREMENT
PAGE 11.

La crise capitaliste que connaît aujourd'hui le monde capitaliste, si elle se poursuit, risque de mettre en danger de mort, des milliers, voire des millions de personnes en Afrique Noire dans les années à venir. Telle est la conclusion d'une étude faite par la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique. Cette institution, bien respectée par la bourgeoisie, affirme que si rien n'est fait pour "renverser cette tendance", l'image que donnerait l'Afrique Noire vers l'an 2008, ressemblerait à un "cauchemar". Sans commentaire !

En effet, la crise capitaliste qui s'installe depuis quelques temps dans le monde frappe plus durement les pays du Tiers-monde, en particulier, ceux de l'Afrique. Elle est dramatique pour l'Europe capitaliste même. Le nombre de chômeurs augmente sans cesse. Les licenciements succèdent aux licenciements au rythme des fermetures d'usines d'entreprises qui jettent les travailleurs dans la rue.

En Afrique, les effets de la crise sont plus dramatiques encore. Les pays africains sont endettés jusqu'au cou ; certains n'arrivent même plus à rembourser les simples intérêts des dettes contractées. Alors, les capitalistes se montrent encore plus cyniques ; ils obligent les dirigeants africains, leurs valets à prendre des mesures encore plus austères vis à vis de leurs peuples.

C'est ainsi que des "plans d'austérité" ont été pris au Zaïre, au Sénégal et en Côte d'Ivoire par exemple. Le résultat, c'est le niveau de vie des populaires déjà très précaire, qui subit un coup plus dur encore.

Ces mesures impopulaires, si elles se multiplient, vont pousser inévitablement les masses populaires africaines à la révolte contre les dictateurs locaux. Ces derniers, s'ils n'arrivent pas à contenir cette révolte par les seuls moyens de répression dont ils disposent, vont faire appel aux forces mille fois plus grandes de l'impérialisme. Alors, on verra de nouveau, les forces d'occupation de l'impérialisme intervenir en Afrique, de plus en plus, dans les prochaines années, comme c'est maintenant le cas au Tchad, à Grenade ou au Liban.

Cela ne peut se passer autrement. Car la crise qui continue de s'aggraver va pousser, d'un côté les capitalistes à être plus exigeants envers les pays pauvres ; il va en découler une misère encore plus accrue et inadmissible pour les populations africaines. Ce qui poussera d'un autre côté ces dernières à plus de révoltes. Les prochains affrontements entre l'impérialisme et les masses populaires, par valets interposés, seront inéluctables.

Alors oui, dès maintenant si les exploités africains ne veulent pas que la révolte qui gronde soit écrasée ; s'ils ne veulent pas que cette révolte soit sans lendemains, il faut qu'ils se préparent aux luttes futures. Cela veut dire qu'il faut aider le prolétariat africain à se doter le plus vite possible, des instruments de luttes tels que les organisations révolutionnaires de classe, indépendantes, les syndicats etc...

C'est à l'heure actuelle la tâche principale des révolutionnaires, du prolétariat et de tous ceux qui veulent libérer le monde de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

TCHAD

CONSEQUENCES DESASTREUSES DE LA GUERRE

La STT (Société Textile du Tchad) qui emploie 3 000 personnes menace de fermer ses portes. Pour commencer, 200 employés vont être licenciés au mois de décembre. Les raisons principales des difficultés de la STT sont inhérentes à la guerre. A cause de l'insécurité, l'usine, qui est prévue pour fonctionner 24 heures sur 24, ne travaille que par intermittence. En moyenne, elle ne tourne ces derniers temps-ci que 2 semaines sur 4.

La direction de l'entreprise a annoncé que si jusqu'au mois de mars 1984 aucun changement n'est intervenu, ce sera la fermeture complète. Mais selon certaines informations, il semble que l'on ait déjà commencé à démonter certaines machines pour les acheminer à Bangui, en Centrafrique. Qu'importe pour les capitalistes d'exploiter ici ou là, du moment qu'ils peuvent faire des profits. C'est vrai que pour eux, il n'y a pas de frontières. Celles-ci n'ont été créées que pour diviser les pauvres au profit des riches.

La fermeture de cette entreprise risque donc de porter un coup dur à des milliers de familles dont la seule source de revenu est le maigre salaire perçu à la STT. Brusquement, ces milliers de personnes vont se trouver sans revenus alors que les capitalistes, eux, vont continuer à exploiter ailleurs en faisant venir le coton du Tchad .

En plus de la guerre qui fait des morts innocents et qui perturbe la vie économique du pays, les populations tchadiennes devront faire face à un autre fléau cette année-ci plus particulièrement : la sécheresse. La pluie a été très déficitaire cette année. Beaucoup de récoltes, dans certaines régions, sont complètement perdues. Dans le Ouaddaï par exemple, les populations sont obligées d'émigrer vers le Soudan pour fuir la guerre mais aussi la famine.

La guerre a déjà provoqué la famine dans plusieurs régions, mais avec le manque de pluie, on prévoit une famine généralisée. Les denrées alimentaires sont chères et les salaires sont insignifiants pour ceux qui ont la chance d'en percevoir.

Avec le SMIC qui est de 8 000 F CFA on ne peut même pas se payer un sac de mil ! Alors, que dire des centaines de milliers de chômeurs qui vivent dans les grandes villes ?

Voilà la situation que vit la majorité de la population.

Et cette situation n'est pas près de changer, car les factions rivales des seigneurs de guerre n'ont pas encore fini de se battre et de faire des victimes au sein de la population civile.

* * * * * * * * * *
* * * * * *
* * * * * * * * *

MALI une télévision au service des galonnés

Depuis le 22 septembre, sur un rayon de 80 kms autour de Bamako, ceux qui disposent d'un poste téléviseur peuvent capter image et son depuis le " Point G ". Le financement de cette télévision est pris en charge, presque totalement par la Libye, dans le cadre de la coopération ali-Libye.

La télévision, en tant que moyen de communication moderne n'est pas une mauvaise chose en soi. La plupart des pays africains disposent de cela. Cependant, dans le cas du Mali, cette réalisation n'est pas la plus urgente d'autant plus qu'il existe un problème grave, préoccupant à résoudre, à savoir la famine que risque de connaître une grande partie de la population rurale, cette année.

Les autorités maliennes en sont bien informées. Il n'a pas assez plu cette année. Plus particulièrement dans la première région, de même que celle de Gao. Les centaines de millions de francs CFA, voire des milliards débloqués par la Libye pour l'installation de cette télévision, pourraient servir utilement soit à prévenir la famine en y faisant face dès maintenant - achat de produits alimentaires - pour venir immédiatement en aide aux victimes, soit à creuser des puits, des canaux d'irrigation d'eau pouvant alimenter des cultures vivrières.

Mais pour Moussa Traoré et compagnie, cela ne semble pas constituer une priorité. La propagande du Parti unique, l'UDPM, l'image de marque de ses dirigeants passent avant tout.

La télévision n'est donc pas seulement un produit de luxe pour ceux-ci, mais aussi un moyen supplémentaire de propagande.

MALI débrayage des travailleurs à Manantali

Le mois dernier, les 1 135 travailleurs de l'ECBM (Entreprise de Construction du Barrage de Manantali) ont fait grève pendant une semaine. Selon " l'Essor ", journal du gouvernement malien, leurs revendications portaient sur les primes de rentabilité et de salissure, ainsi que les indemnités de logement et de déplacement.

Le travail a repris le mardi 25 octobre une fois que les grévistes ont obtenu la mise sur pied d'une commission quadripartite, formée par des représentants de l'ECBM, de l'OMVS, du ministère du travail et des travailleurs eux-mêmes. Il a fallu que Moussa Traoré envoie le général Amadou Baba Diara négocier avec les travailleurs.

Même si, pour le moment, la Commission quadripartite n'a encore accouché de rien, le débrayage n'aura pas été une vaine action. Les grévistes ont montré à tout le monde, à leurs employeurs et au gouvernement membre de l'OMVS, que si eux, ils arrêtent de travailler, ce ne sont ni les militaires ni les patrons ni leurs sous-fifres qui pourront les remplacer pour faire avancer la construction de ce barrage.

AFRIQUE DU SUD

UNE NOUVELLE CONSTITUTION POUR LA MEME POLITIQUE RACISTE

Le régime raciste d'Afrique du Sud s'est doté d'une nouvelle constitution. Au cours d'un référendum le 2 novembre, les électeurs blancs se sont prononcés (66 %) pour la participation des métis et des indiens à la vie politique. Evidemment, les noirs population majoritaire de l'Afrique du Sud, restent exclus de toute activité politique légale.

Désormais, il y aura trois chambres distinctes au parlement. Une chambre de 178 députés blancs représentant le pouvoir de l'Apartheid, une chambre de 85 députés représentant les métis et enfin une de 45 députés pour la minorité indienne.

Si le régime de l'Apartheid admet dans son parlement des représentants des métis et des indiens, c'est pour avoir la caution de la petite bourgeoisie des deux communautés à sa politique. Il veut les associer à sa politique d'une manière symbolique pour les écarter de la population noire qui a bien des raisons de se révolter contre le régime en place. En essayant d'écarter les noirs des communautés indiennes et métisses, l'Apartheid ne fait que renforcer la détermination de la population noire. De toute manière, pour se libérer de l'oppression raciale et aussi de l'oppression économique, les noirs n'ont pas besoin d'avoir des représentants dans ce parlement.

Pour lutter contre l'Apartheid, les noirs savent que c'est uniquement par la violence que ce régime peut reculer. Pour cela, ils ont pour eux un atout important. Ce sont eux qui produisent les richesses de ce pays, le plus industrialisé du continent africain et ils sont les plus nombreux.

Par la force de leur organisation, les pauvres de l'Afrique du Sud, en majorité noire, ont les moyens d'abattre le régime de l'Apartheid.

Le prolétariat sud-africain, concentré dans les grandes villes de ce pays, peut s'il est organisé, non seulement balayer l'Apartheid, mais aussi entraîner dans son élan le prolétariat du continent africain.

* * * * *
* * * * *
* * * * *

GRENADE

UN AVERTISSEMENT POUR TOUS LES PEUPLES DE L'AMERIQUE LATINE ET DES CARAÏBES

Pour mettre fin à un régime qui ne lui était pas docile, l'impérialisme américain n'a pas hésité à envoyer carrément ses " marines " à Grenade, une petite île de 344 km² et peuplée de 110 000 habitants.

Les raisons officielles annoncées par Reagan sont cyniques : il s'agit pour lui de " protéger " les quelques centaines de citoyens américains installés dans cette île et de " rétablir un régime démocratique ".

Reagan a annoncé aussi que c'est à la demande des gouvernements des pays des Caraïbes et de l'Amérique Centrale qu'il a agi ainsi pour faire face au péril cubain et russe.

Depuis mars 1979, en effet, le nouveau régime grenadin issu d'un coup d'Etat dirigé par un avocat, Maurice Bishop, a noué des liens de plus en plus étroits avec Cuba. Il a fait venir de Cuba des médecins et des techniciens pour essayer de subvenir aux besoins de la population grenadine notamment en matière de santé et d'alphabetisation. Un aéroport a été construit avec l'aide de Cuba et a été également financé par l'URSS.

Le régime de Bishop n'a cependant jamais fermé la porte aux Etats-Unis ; bien au contraire, Bishop, lui-même, s'était déplacé pour aller rencontrer les dirigeants américains pour renouer les relations et pour demander des aides. Mais c'est Reagan qui lui fermait la porte. Un régime situé dans la zone de casse gardée de l'impérialisme américain et qui tisse des liens avec Cuba et Moscou, c'était torp pour Reagan ; c'était un affront !

Le 13 octobre 1983, un nouveau coup d'Etat renverse Bishop. C'est le général Austin qui le remplace. Ce dernier est, paraît-il, encore plus proche de Moscou. L'impérialisme américain saisit l'occasion pour envahir l'île militairement.

Cette intervention sans gant est une leçon que l'impérialisme américain veut donner à tous les peuples des Caraïbes et de l'Amérique Centrale. Elle signifie qu'il est interdit, sous peine de mort d'aller à l'encontre de la volonté de l'impérialisme.

Mais pour tous les peuples de la région, cette leçon signifie aussi que s'ils veulent changer quelque peu leur sort, ils auront en face d'eux, un gendarme puissant contre lequel ils devront s'organiser à l'avance pour pouvoir imposer leur volonté.

L'ISLAM EN AFRIQUE NOIRE

OPIUM OU REMEDE POUR LES PAUVRES

" ... à défaut de pouvoir souhaiter que la République islamique fasse tâche d'huile au Sénégal, laisse moi souhaiter longue vie à l'Iman Khomeiny ". C'est ainsi qu'un inspecteur de l'enseignement, au Sénégal, terminait une lettre écrite dans un journal pour protester contre une émission de la télévision sur l'Iran.

Toujours au Sénégal, à l'occasion du ramadan, fête religieuse musulmane, un grand chef religieux a critiqué la politique gouvernementale et terminé son sermon par ces mots : " il faut sauver le Sénégal ".

Au Mali, le carême musulman a été l'occasion pour le régime d'interdire toutes formes de manifestation populaire et de fermer les boîtes de nuit, au nom de la pureté religieuse. En Mauritanie, la charia, justice islamique, a été institutionnalisée. La même mesure vient d'être prise au Soudan où 1/3 de la population n'est pas musulmane.

Ainsi, aussi bien de la part de nos gouvernants que de celui de particuliers, on assiste de plus à des décisions, à des prises de position qui traduisent un renouveau certain de l'islam en Afrique. Cela ne se remarque pas seulement dans les pays traditionnellement à forte population musulmane, mais même dans des pays dans lesquels cette religion était jusque là peu pratiquée, comme le Togo, la Côte d'Ivoire ou le Gabon.

S'agit-il de l'aboutissement logique de tout un processus, ou alors d'un phénomène nouveau ?

1 - LA PENETRATION DE L'ISLAM EN AFRIQUE NOIRE : AU NOM DE DIEU ET DE L'IGNORANCE

LA SOUMISSION

C'est à partir du XI^e siècle, que les arabo-berbères portent l'Islam en Afrique noire. Cela commença avec la conquête du Maghreb par les Arabes. Très rapidement, par le jeu des relations commerciales qui s'établissent entre l'Afrique du Nord et l'Afrique Noire, l'Islam est progressivement introduit auprès des populations. La présence des lettrés arabes auprès des chefs locaux à qui ils servent de clercs, de comptables, de conseillers, permet cette pénétration lente de cette religion. Pour les chefs locaux, il s'agit là d'un moyen inespéré de prêcher la soumission à l'ordre établi, et par là-même, de consolider leur pouvoir, et au besoin agrandir leurs royaumes au moyen des guerres contre les peuples païens.

Il faut dire aussi que l'Islam pour beaucoup, apparaissait à l'époque comme la religion qui, par le biais des gris-gris (amulettes islamiques confectionnées à partir de versets de coran et vendues par les commerçants arabes) pouvait permettre d'expliquer, voire de prédire les événements du monde. Adhérer à la nouvelle religion, c'était donc se prémunir contre différents maux, c'était un sauf-conduit.

Mais l'Islam reste très peu pratiqué, jusqu'à l'avènement au XV^e siècle des ordres soufis tels que la Quadiriyya - la Tijaniyya - la Sanussiyya, qui sont des confréries religieuses qui prônent le mysticisme et l'orthodoxie. Ces ordres islamiques qui permettent l'accommodement aux pratiques et aux croyances purement africaines telles que cultes des ancêtres, des saints vivants, font faire des progrès dans la propagation des idées religieuses.

La diffusion de l'Islam en Afrique Noire va être accélérée par les Jihad (guerre sainte) des XVIII^e siècle et XIX^e. Ces guerres qui ont pour but d'imposer des pra-

tiques religieuses strictes, sont également un moyen pour des seigneurs de guerre de piller, de voler, de réduire des populations entières en esclavage, en un mot de s'enrichir et de contrôler des régions entières, soumettent et exploitant leurs populations. L'Islam triomphant en Afrique Noire, c'est aussi le triomphe de différentes sectes religieuses qui, du Sénégal au Nord Nigéria, et en Afrique Orientale, décident du sort de millions de populations rurales.

2 - PENDANT LA PERIODE COLONIALE : UNE COLLABORATION BASEE SUR DES INTERETS BIEN

COMPRIS .

Certes, à l'époque des conquêtes coloniales, les chefs des ordres religieux vont se révéler comme des adversaires parfois farouches des armées coloniales européennes. Mais il s'agira surtout pour eux de défendre leur pouvoir qui croyaient-ils, était menacé. Mais la supériorité des armes donne la victoire aux européens qui instaurent leur ordre.

La colonisation, en créant des Etats modernes, accroît les possibilités d'expansion de l'Islam et inaugure une période de collaboration entre pouvoir politique et pouvoir religieux. Les colonisateurs " pacifient " en effet les différentes régions, construisent des routes. Les routes commerciales sont orientées vers les côtes. Le commerce d'exportation, les cultures d'exportation sont imposées aux populations par la force au besoin. Or, on le sait, en Afrique Noire, les commerçants, au début, étaient pour la plupart des musulmans. Dans leurs déplacements commerciaux, ils auront donc l'Islam dans leurs bagages. Ainsi, l'Islam accompagne les marchandises du capitalisme européen qui pénétraient les économies africaines de subsistance. Et on peut le dire, le commerce et Allah iront main dans la main.

Dans certains pays tels que le Sénégal, par exemple, où le colonisateur s'adonnait à l'économie de traite (arachide), les chefs de confrérie religieuse transforment dans les faits leurs Zawiya (communauté religieuse où l'on pratique l'agriculture de subsistance) en véritables centres de l'agriculture commerciale. Bien sûr, la Zawiya était censée parfaire l'éducation religieuse ; ce qu'elle faisait d'ailleurs. Mais cela, c'était surtout pour le petit peuple des croyants à qui les marabouts prêchaient la patience, le respect de l'ordre établi, et surtout le travail (culture de l'arachide par exemple). Un traitail que eux marabouts monayaient en espèces bien palpables, bien sonnantes, auprès des capitalistes européens dont ils s'étaient faits les intermédiaires.

De fait, la pénétration coloniale établit donc les structures permettant à l'Islam de s'épanouir. Et malgré quelques tentatives des coloniaux que cette expansion inquiétait, une véritable collaboration finit par s'établir entre la hiérarchie des ordres religieux et le pouvoir colonial. Les fonctionnaires coloniaux trouvaient utiles et même nécessaire d'agir par les intermédiaires qui pouvaient, sans recourir à la force, imposer à la population, l'obéissance la plus large. Dans la plus grande partie de l'Afrique sahalienne, les musulmans (à travers leur hiérarchie) furent les intermédiaires préférés de l'administration française ou anglaise.

La hiérarchie religieuse quant à elle, tirait profit de sa position d'intermédiaire politique et économique entre le pouvoir européen et les masses africaines. Les croyants laissent une partie de leur récolte au chef spirituel. Ils travaillent périodiquement gratuitement pour lui, lui offrent de l'argent, notamment à l'occasion des pèlerinages dans les lieux saints de la confrérie. En retour, les croyants sont assurés d'avoir une place au paradis, et d'être protégés par toute la communauté. En définitive, les grands marabouts, chefs de confréries apparaissent comme de véritables seigneurs qui rendent certes des services à leurs serviteurs, mais ceux-ci leurs doivent une obéissance aveugle ... Au nom de leur croyance en dieu, de milliers de personnes se retrouvent ainsi à obéir au doigt et à l'oeil à des potentats qui eux, savent monayer cette position auprès du pouvoir politique.

. . . / . . .

L'accession à l'indépendance des différents pays d'Afrique Noire n'a rien changé quand à ces rapports étroits entre hiérarchie religieuse (musulmane aussi bien que les autres religions d'ailleurs) et pouvoir politique. Au contraire ces rapports se sont renforcés, toujours sur le dos des croyants, qui servent de masses de manoeuvre.

Dans les régions où l'Islam était dominant, la nouvelle élite noire qui aspirait à la relève des forces coloniales, va s'appuyer sur les chefs des confréries religieuses locales ; soit pour bénéficier d'un soutien électoral, soit pour gagner un minimum de légitimité populaire.

Les exemples abondent, soit au Nigéria, soit au Sénégal ou même en Ouganda par exemple, pays dans lesquels les confréries sont importantes. Alors, les chefs religieux incitent les fidèles, toujours au nom du respect de l'ordre établi par dieu, à soutenir tel ou tel candidat dictateur. En échange de ce soutien, les mouvements islamiques obtiennent certains avantages tels que enseignement de l'arabe, émissions religieuses à la radio ou à la télévision, organisation de pèlerinages etc... Ces avantages là sont destinés à la grande masse des croyants. Mais pour les hauts dignitaires religieux, la collaboration avec les régimes en place donne des avantages bien plus matériels, bien plus palpables.

Ainsi, avec l'intégration plus poussée de nos pays aux circuits capitalistes mondiaux, dignitaires religieux et politiques finissent par se confondre, par le biais de la solidarité dans les affaires économiques bien juteuses celles-là.

C'est le cas par exemple, de l'Etat de Kano au Nord-Nigéria, où les hommes politiques influents sont souvent des chefs religieux riches qui utilisent l'obéissance aveugle à leur égard des populations pauvres croyantes. Mais le cas le plus typique est celui du Sénégal, où la secte des Mourides, de par son rôle économique et social, de par les liens qu'elle entretient tant dans le monde des affaires que dans celui de la politique, pourrait être considérée comme une véritable institution intouchable.

On peut ainsi distinguer deux formes d'activités :

Celles des grands chefs de la confrérie Mouride, eux-mêmes hommes d'affaires, et celles des riches membres de la confrérie, souvent membres du parti au pouvoir, proches collaborateurs du patron de la confrérie (le Khalife Général) et millionnaires, voire milliardaires connus de tous.

Dans le premier cas, citons pour mémoire le Khalife Général des Mourides lui-même, qui est un des plus gros producteurs d'arachide du Sénégal, sans parler de ses interventions dans le domaine de la commercialisation du mil.

Quand au deuxième cas, celui des millionnaires de confrérie, citons entre autres :

- N'Diouga Kébé : milliardaire qui fait partie des proches du Khalife Général des Mourides. Il gère une société immobilière, une société dans le textile dont le chiffre d'affaires évoluent entre 100 et 500 millions F CFA, une société d'Import-Export au chiffre d'affaire évoluant entre 500 millions et un milliard de F CFA. Il possède des chaînes de grands magasins, des hôtels etc...

- Momar Sourang, membre du parti socialiste (parti au pouvoir). Il fait partie des conseillers du Khalife. Président de la Chambre de Commerce de St Louis et de diverses associations d'hommes d'affaires, il exerce ses compétences dans le commerce et les transports.

- Karim Fall, secrétaire général du Khalife, est lui dans les transports et la vente des carburants.

Au Sénégal, ces hommes et d'autres encore sont parmi les plus riches du pays. Presque tous sont parmi les conseillers du grand chef des Mourides. Officiellement, ils ont acquis leurs avantages par l'observation des préceptes religieux et par le travail. Et cela jette une lumière sur l'organisation même de la confrérie. Ceux qui y exercent un quelconque pouvoir, ce sont les plus riches, ou les descendants de grandes familles de marabouts. Quant au simple talibé (le disciple), son rôle est d'obéir, de travailler. Ainsi fonctionne le système à l'intérieur même de la confrérie, mais aussi vis-à-vis du pouvoir politique national. Aux riches les honneurs, aux pauvres de se soumettre et de travailler, avec l'espoir illusoire qu'un jour, eux aussi seront riches, mais surtout qu'ils auront droit au paradis.

3 - LA RENAISSANCE ISLAMIQUE : UN MANQUE DE PERSPECTIVES DANS UN MONDE MALADE DU CAPITALISME .

Bien souvent, les populations dans nos pays, dans la grande majorité, sont constituées de petits producteurs ruraux, ruinés aujourd'hui par l'usure des sols, la sécheresse, la chute des cours mondiaux de produits agricoles, la hausse des biens de consommation. Ces paysans qui ne parviennent plus à assurer leur subsistance abandonnent de plus en plus leurs champs et émigrent vers les villes.

Les conditions de vie urbaines, déjà difficiles, deviennent donc avec la crise, de plus en plus intenable. On assiste donc à l'arrivée et à la naissance d'une grande masse de citadins déracinés, qui ne subsistent qu'au prix de plus grandes difficultés, au jour le jour. Ce milieu, sans avenir, vit dans le désespoir et reste très sensible à la propagande islamique qui, tout en prêchant la patience et l'accommodement, propose le paradis. Et ces hommes et ces femmes qui ne trouvent pas de place dans cette société, ces exclus qui ne peuvent inscrire leur révolte dans des courants révolutionnaires parce qu'il n'en existe pas, sont tentés par l'islam car cette religion leur offre une issue imaginaire qui situe l'espoir dans l'au-delà.

Cela devient d'autant plus tentant pour ces millions de pauvres gens sans perspective que l'actualité nous montre chaque jour l'image d'un Islam de combat en la personne de Khadafi en Libye, Khomeiny en Iran et même la dernière prise de la mosquée de la Mecque.

Ce n'est pas seulement dans les milieux les plus défavorisés que l'Islam connaît ce renouveau. On a vu par exemple un notable d'une confrérie sénégalaise, Khalifa Niassé, réclamer une République islamique au Sénégal. Les étudiants de l'Université de Dakar organisent à l'Université, des séances de chants religieux et semblent disposés à répondre au cri de ralliement de la renaissance islamique. C'est dire que même pour de nombreux intellectuels qui ne sont plus assurés comme par le passé d'avoir une situation toute faite, l'islam apparaît comme la voie royale pour s'en sortir.

Et c'est bien un signe des temps que des millions de personnes, prolétaires des bidons-villes comme intellectuels en mal d'avenir, choisissent la religion comme seule perspective. Car l'islam, tout comme les autres religions, ne permet pas d'échapper à la misère. Il ne peut rien contre l'exploitation de l'homme par l'homme. Au contraire, comme solution il propose un retour en arrière ; il est basé sur les préjugés fondés sur l'ignorance des pauvres. Préjugés au nom desquels des marabouts, des chefs religieux peuvent tromper les travailleurs, les paysans pauvres et s'enrichir sur leur dos.

Il est bien évident que si des milliers de "paumés" vont à l'islam, c'est parce qu'ils voient pas d'autre perspective pour résoudre leurs problèmes, leurs misères. Mais c'est aussi parce qu'il n'y a pas d'organisations qui osent prendre ouvertement position contre les religions, quelles qu'elles soient. C'est parce qu'il n'y a pas

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.